



HAL
open science

Estonie, Lettonie, Lituanie

Céline Bayou

► **To cite this version:**

| Céline Bayou. Estonie, Lettonie, Lituanie. Les Études du CERI, 2013, 201, pp.30-35. hal-04515275

HAL Id: hal-04515275

<https://sciencespo.hal.science/hal-04515275>

Submitted on 21 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Estonie, Lettonie, Lituanie par Céline Bayou

Après avoir défié la crise économique et affiché des taux de croissance positifs en plein marasme européen, les pays baltes se trouvent dans une posture ambiguë. Ils peuvent se prévaloir d'un indéniable succès au regard de leurs indicateurs macroéconomiques, performance largement saluée notamment par le Fonds monétaire international qui en a fait des cas d'école, mais ils sont aussi en butte aux critiques de certains économistes peu convaincus par un exploit qui leur paraît de façade et cacherait bien des dysfonctionnements. Les indicateurs, moins exceptionnels en 2013 qu'ils ne l'ont été l'année précédente, et la grogne d'une population largement sacrifiée sur l'autel de l'austérité, font craindre une mise en cause de l'exceptionnel consensus social qui a prévalu jusqu'à présent dans ces pays.

L'austérité, une religion

Les Etats baltes avaient été très violemment frappés, dès 2008, tant par la crise financière mondiale que par des crises de surchauffe nationales, qui avaient entraîné, dans les trois pays, des chutes de PIB importantes (jusqu'à -17,7 % en Lettonie en 2009). Les records alors enregistrés avaient été mis en regard de ceux connus précédemment, lorsque la croissance forte et régulière des « tigres baltes » avait placé l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie en tête des pays de l'Union européennes en la matière, forçant l'admiration, mais aussi l'inquiétude de ceux qui s'attendaient à ce que le choix de laisser filer crédits, salaires et consommation se révèle finalement bien plus dangereux que celui d'une croissance plus modérée, mais plus saine. Si les prédictions de ces quelques Cassandres – notamment la Banque mondiale, le FMI et l'Union européenne – se sont donc révélées justes en 2008, elles ont été renforcées par le fait qu'à ces crises internes s'est ajoutée la crise financière internationale. Après avoir collectionné des records de croissance, les pays baltes ont donc collectionné ceux de la chute, brutale et rapide.

C'est alors que ces pays ont fait preuve d'une étonnante capacité de résilience, leurs facultés d'adaptation et leur abnégation en étonnant plus d'un. Toujours pressés, ils ont choisi l'austérité, sans hésitation ni attermoiement, comme si aucune solution alternative ne pouvait être envisagée. Les effets sur les équilibres macroéconomiques des trois pays sont d'ailleurs exemplaires : les finances publiques de l'Estonie sont jugées comme les plus saines de l'Union européenne, tant en termes de déficit public (0,5 % du PIB en 2013 comme en Lettonie et 2,3 % pour la Lituanie, sachant que le traité de Maastricht place la barre à 3 %) que de dette publique (respectivement de 11 %, 43 % et 40,2 % du PIB, l'objectif fixé par le traité de Maastricht étant de 60 %). Le taux d'inflation de ces pays n'est pas problématique non plus, évalué pour 2013 à 3,4 % en Estonie, 0,4 % en Lettonie et 1,5 % en Lituanie.

Sur la voie de l'austérité, la Lettonie a sans doute été la plus résolue, poussant le plus loin les mesures : coupes budgétaires, ajustement fiscal et réformes structurelles se sont succédés, au risque de provoquer des manifestations et autres formes de protestation sociale, comme d'autres pays européens ont pu en connaître pour avoir appliqué des recettes moins radicales. Mais les populations baltes ont semblé entrer en austérité comme d'autres entrent en religion, avec abnégation et patience. Les élites politiques ont justifié les sacrifices exigés par des sortes de *nostra culpa* inattendus. Le Premier ministre letton, Valdis Dombrovskis, a par exemple expliqué ce retournement de situation par la faute commise précédemment (une trop forte consommation non accompagnée de gains de productivité) et la nécessité de payer (aux sens propre et figuré) aujourd'hui les excès d'hier. Le plus étonnant est qu'aucune sanction électorale ne soit venue entraver les choix politiques réaffirmés des élites politiques lettones et estoniennes, reconduites au gré des consultations et fortes de *satisfecit* décernés par des populations pourtant en pleine paupérisation. En Lituanie en revanche, un vote sanction a permis aux sociaux-démocrates de prendre le pouvoir, à l'automne 2012.

La fin des records ?

En 2013, alors que la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, sensiblement touchés par la crise de la zone euro, peinent à relancer une croissance fortement ralentie en 2012, les économies baltes affichent encore des taux d'augmentation du PIB tout à fait enviables, situés à 1,5 % en Estonie, 3,8 % en Lettonie et 3,6 % en Lituanie. Certes, ces performances sont plus modestes qu'en 2012, et surtout qu'en 2011, mais ces années avaient été exceptionnelles.

Il n'en demeure pas moins que pour ces économies très ouvertes, l'environnement de récession qui domine encore dans l'ensemble de l'Union européenne continue de créer une tension forte. L'Estonie est tout particulièrement affaiblie par la stagnation dans les pays scandinaves, incapables de relever le niveau de leur demande d'importations. De fait, après avoir été atones en 2012, les exportations estoniennes avaient peu de chance de connaître une relance en 2013, alors que les principaux partenaires commerciaux du pays (zone euro et pays nordiques) n'avaient pas renoué avec la croissance. Pour le moment, l'Estonie peut seulement se réjouir de la vigueur retrouvée de la demande émanant de ses voisins baltes et du maintien d'une croissance (quoique faiblissante) en Russie.

Les exportateurs lettons sont eux parvenus à accroître leurs parts de marché, juste récompense des sacrifices consentis afin d'améliorer leur compétitivité (les réductions de salaires et la contraction de la main-d'œuvre ont été impressionnantes). Sensible à la fin de 2012, la hausse des exportations s'est tassée en 2013, les marchés baltes et russe ayant été d'un faible secours. La balance commerciale ne s'en est trouvée que légèrement dégradée néanmoins, la faiblesse des investissements publics, là encore, ayant contribué à réduire également la demande d'importations. La Lituanie s'est distinguée et a pu se targuer, au premier trimestre de 2013, d'une hausse des exportations de 14,9 % par rapport à la même période de l'année précédente. Ce succès s'explique par les performances agricoles de 2012, mais également par l'activité intense de la raffinerie de Mazeikiu qui a ouvert, en 2013, de nouvelles voies d'exportation de ses produits pétroliers (vers l'Iran et l'Algérie) et a bénéficié de fortes demandes en provenance du Bélarus, des Etats-Unis, de la Pologne et de la Russie. Mouvement de courte durée toutefois, dont il est peu probable qu'il permette à Vilnius d'afficher, sur l'année entière, une performance aussi notable.

Dans un tel contexte de demande extérieure chahutée, les entrepreneurs nationaux sont réticents à investir et à se rééquiper. En outre, si les Baltes avaient pu bénéficier en 2012 d'investissements publics, en partie financés par les fonds européens, ces opérations sont maintenant achevées. L'Estonie notamment a réalisé des programmes importants en 2012 dans les secteurs de la construction, des transports et des infrastructures énergétiques, profitant par ailleurs des revenus issus des ventes de quotas d'émission de CO². En 2013, les sources se sont tariées et les entreprises n'ont pu compter sur l'investissement public qui, pour le moment et dans les trois pays, reste atone. La fiscalité des pays baltes se veut attractive mais, tant en Lituanie qu'en Lettonie, la charge fiscale pèse lourdement sur le facteur travail (celle qui pèse sur les faibles salaires lettons est l'une des plus élevées de l'UE) et, de l'avis de la Commission européenne, gagnerait à être transférée vers des taxes moins préjudiciables à la croissance (taxes environnementales et foncières, droits d'accises). Ainsi, seule la consommation des ménages contribue réellement à la croissance du PIB, appuyée sur la hausse des salaires réels et sur celle de la productivité. Cette tendance a été sensible en 2013, notamment par ses effets sur la conjoncture du secteur de l'électronique estonien.

Des *success stories* qui font polémique

Les « modèles » baltes (on entend par là généralement estonien et letton, la Lituanie ayant opté pour une politique d'austérité plus modérée), font débat. Portés aux nues par le FMI notamment, les choix de sortie de crise de la Lettonie et, dans une moindre mesure, de l'Estonie, sont l'objet de critiques internes comme externes. Parmi ces dernières, celles formulées par le prix Nobel d'économie Paul Krugman ont

alimenté le débat et les scandales. Selon lui, cette réussite tourne déjà court, alors que les dépenses publiques n'augmentent toujours pas, que l'investissement fait défaut (particulièrement en Estonie et en Lettonie) et que le contexte européen ne laisse pas d'espoir quant à une croissance tirée par les exportations. S'inscrivant en faux avec les responsables du FMI qui, à demi-mots, présentent la recette lettone comme un modèle quasiment transposable, Paul Krugman, notant que le pays détiendrait le record des inégalités sociales au sein de l'Union, dénonce une approche dépassée et intenable à moyen terme. En 2012, ses critiques avaient valu à leur auteur, par tweets interposés, des réponses sans équivoque de la part du président estonien, Toomas Hendrik Ilves. En 2013, c'est le Premier ministre letton, Valdis Dombrovskis, qui n'a pas mâché ses mots dans la presse, rappelant que Paul Krugman, en 2008, disait voir dans la Lettonie une nouvelle Argentine prête à faire faillite. Pour le chef du gouvernement letton, l'économiste peine depuis à accepter son erreur et cherche à détecter des problèmes dans la façon dont la Lettonie s'est remise de la crise, mais la croissance retrouvée prouve bien que le pays a fait les bons choix. Quant à Paul Krugman, il détecte une étrange adulation à l'égard de la recette lettone, qui en dirait plus sur ce que l'élite économique communautaire voudrait croire que sur les réalités de cette expérience ou sur les fondamentaux économiques. Ces débats ont trouvé divers prolongements, notamment auprès d'économistes du FMI et d'économistes scandinaves, comme si l'expérience des Baltes, ces si petits pays qui se plaignent plus souvent qu'à leur tour d'être oubliés de la communauté internationale, pouvait servir d'exemple – ou de contre-exemple – et, par là, fournir une recette.

Il est bien difficile, en effet, d'apprécier à sa juste mesure cette « voie balte ». Force est de constater que la crise n'a pas eu d'effet de décrochage pour ces pays. On en veut pour preuve, par exemple, l'évolution de leur PIB par habitant par rapport à la moyenne de l'UE : sans être exceptionnelle, la trajectoire de rattrapage s'est maintenue, portant les performances de respectivement 57%, 62% et 69% pour la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie en 2008, à 65%, 73% et 75% en 2013. D'un point de vue macroéconomique, l'économie de ces Etats se trouve à peu près là où elle en était avant la crise, ce dont peu de pays européens peuvent aujourd'hui se targuer. Le choix fait, en particulier en Lettonie, de la dévaluation interne s'est révélé payant en ce qu'il a permis de surmonter nombre de problèmes en un temps record. Si les Baltes ont quelque chose à apprendre à leurs voisins européens, c'est peut-être cette étonnante rapidité avec laquelle ils ont obtenu des gains de productivité. Ceux-ci ont certes été acquis grâce à des coupes dans les salaires, mais aussi par la mise en œuvre simultanée de réformes structurelles. Cette alchimie délicate, notamment en Lettonie où la radicalité des réformes a été la plus manifeste, aurait pu échouer si la population n'avait pas accordé son soutien aux élites politiques. Or le fait que les gouvernements aient énoncé au même moment des politiques fiscales d'une grande clarté a accru la confiance. C'est là sans doute que réside, du moins en partie, le secret de l'équilibre obtenu.

La patience des populations devrait trouver ses limites

L'un des principaux bémols à relever porte sur les pertes massives de travail, ce que ne reflètent pas les taux de chômage qui se situent en 2013 entre 9 % (en Estonie) et 12 % (en Lettonie et en Lituanie). Ces performances tout à fait honorables n'ont en réalité pas grande signification quand on garde en tête qu'une partie de la population n'est pas inscrite au chômage du simple fait de... son absence. Le taux d'émigration de la Lettonie, par exemple, totalisé sur la période 2008-2012, a été de 5,7 %, et aujourd'hui la population du pays est de 7,7 % moins élevée que ce qu'elle était au début de la crise. En Estonie, ce sont 6 600 personnes qui ont quitté le pays au cours de la seule année 2012, soit 1 % de la population en âge de travailler. Sans cette forte émigration, le taux de chômage serait nettement plus élevé. On peut y voir un des volets de la politique d'ajustement, pas forcément problématique, si ce n'est que cette population, plutôt jeune et diplômée, affirme généralement ne pas avoir de projet de retour à horizon de cinq ans. Dans les pays baltes, certaines entreprises peinent déjà à trouver la main-d'œuvre dont elles ont besoin. Cela devrait pousser de nouveau les salaires à la hausse et nuire à la compétitivité.

Les enquêtes d'opinion réalisées par les instances européennes en 2013 montrent des populations baltes insatisfaites de la situation de l'économie de leur pays, mais pas plus, globalement, que dans l'ensemble de l'Union européenne : la moyenne balte se situe en effet à 68 % (57 % en Estonie, 69 % en Lituanie et 78 % en Lettonie) contre 72 % dans l'UE-28. Les problèmes jugés les plus importants sont l'inflation pour les Estoniens (51 %) et le chômage pour les Lituaniens et les Lettons (respectivement 49 et 55 %). Alors que la moyenne communautaire se situe à 36 %, les Baltes sont 47 % (46 % des Lettons, 49 % des Lituaniens et 53 % des Estoniens) à estimer que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée. Seuls 41 % des Estoniens, 42 % des Lettons et des Lituaniens pensent que le pire de la crise est à venir, contre 55 % en moyenne dans l'UE-28. Cet optimisme, tout relatif soit-il, est frappant. A défaut d'y trouver une explication, on peut constater qu'il est cohérent avec l'attitude de ces populations qui ont étonné le reste de l'Europe en acceptant des politiques d'austérité particulièrement dures sans manifester leur mécontentement ni leur révolte.

Il n'en reste pas moins que la population est en attente, alors que les écarts de richesses se sont creusés. En Lettonie, 26 % de la population était jugée fortement défavorisée en 2012, contre 8,8 % en moyenne dans l'UE-28, seules la Roumanie et la Bulgarie enregistrant de pires scores. En 2013, on estime que 40 % de la population serait en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Dans les trois pays baltes, l'indifférence affichée par les autorités face à l'émigration massive peut être appréhendée comme une forme de réponse : ceux qui partent ne protestent pas. Il en est de même de ceux qui ne naissent pas. Or en Estonie par exemple, la part des ménages avec un enfant de moins de 18 ans est passée de près de 34 % en 2000 à 25 % en 2011 (en 2012, le taux de natalité, en chute constante, était de 10,43 ‰, contre 12 ‰ en 2008). Les autorités ont donc des sujets d'inquiétude en réalité : à moyen et long termes, sur le plan démographique, et à court terme en ce qui concerne l'adhésion des populations. Des voix ont commencé à s'élever dans ces pays, réclamant le partage des fruits de la croissance, puisque croissance il y a. Les gouvernements ont procédé à quelques ouvertures, augmentant ici les allocations familiales, envisageant là des baisses d'impôt sur le revenu. Les discours des élites politiques se veulent rassurants. En juin 2013 par exemple, à l'issue de manifestations organisées à Riga à l'initiative de la Confédération syndicale de Lettonie pour demander des conditions de vie plus décentes et davantage de justice sociale, le Premier ministre s'est engagé : « Nous avons su couper les dépenses, nous saurons partager les revenus ! ».

La question semble bien être désormais celle du calendrier : alors que les demandes se font plus précises – fiscalité progressive, soutien à la création d'emplois, octroi de garanties en faveur de l'emploi des jeunes, respect des conventions collectives, du dialogue social et du droit du travail, etc. – la marge de manœuvre des élites politiques se fait plus étroite et l'idée que le prix de l'austérité se révèle trop élevé pour les populations se répand.

Malgré la crise, l'euro garde son prestige

Si l'Estonie est membre de la zone euro depuis janvier 2011 et ne semble pas regretter son choix, pour la Lettonie et la Lituanie, la monnaie européenne reste un Graal. Il est désormais accessible pour la Lettonie puisque le feu vert des ministres des Finances de l'Union européenne lui a été donné en juillet 2013. La conversion se fera au taux de 1 euro pour 0,702804 lats et, le 1^{er} janvier 2014, la Lettonie deviendra donc le dix-huitième Etat membre de la zone euro, choix jugé par certains comme paradoxal au moment où la devise européenne est dans la tourmente. L'Estonie, elle aussi, avait essuyé quelques railleries, et les médias estoniens avaient ironisé lors de l'adhésion sur cette volonté qu'avait Tallinn de monter, en connaissance de cause, à bord du *Titanic*. Pourtant, depuis l'été 2013, les dirigeants politiques, tant à Bruxelles qu'à Riga, n'ont cessé de se congratuler. Les premiers, parce que cette insistance d'un candidat à rejoindre la zone euro au moment où celle-ci traverse de telles difficultés que certains en viennent à douter de sa survie, arrive à point nommé : si un pays décide

d'adhérer, c'est que le modèle européen reste viable. Les seconds, parce qu'ils perçoivent cette autorisation comme une preuve supplémentaire du bien-fondé de leurs choix économiques depuis le début de la crise. Le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, n'a d'ailleurs pas manqué, à l'occasion de cet accord, de souligner une fois de plus l'impressionnant redressement économique du pays, obtenu grâce à sa détermination à procéder aux réformes économiques et à sa rigueur budgétaire, la Lettonie respectant tous les critères du traité de Maastricht (dette, déficit public, inflation, parité stable avec l'euro et niveau des taux d'intérêt à long terme).

Riga juge pour sa part que l'adhésion à la zone euro sera non seulement bénéfique aux entreprises lettones et aux investissements, mais également à la note de la dette souveraine du pays (l'agence Fitch a jugé en juin son redressement futur probable, alors qu'elle était auparavant encore à BBB/positif). Cependant, la question de la durabilité du respect des critères est posée. Même la Banque centrale européenne en doute quelque peu et a exprimé ses préoccupations quant à la soutenabilité à plus long terme de la convergence économique du pays. La BCE aurait apprécié que Bruxelles tienne aussi compte dans ses avis de la compétitivité, de la balance des paiements et du système bancaire. Mais on comprend bien les réticences d'Olli Rehn, considéré comme l'un des grands ordonnateurs de la politique d'austérité lettone et qui sait combien cette adhésion à la zone euro constitue en soi une justification de la rigueur économique de ce pays.

Pourtant, le secteur bancaire letton ne laisse pas d'inquiéter les Européens. Le pays, qui s'est longtemps présenté comme une sorte de « Suisse de la Baltique », accueille en effet dans son secteur bancaire des dépôts importants en provenance d'autres pays. Officiellement, la moitié des 17 milliards d'euros enregistrés dans les établissements financiers lettons émaneraient de non-résidents et, selon le FMI, 90 % de ces dépôts de non-résidents viendraient de Russie et d'autres pays de la Communauté des Etats indépendants. En mars 2013, la Banque centrale européenne aurait d'ailleurs adressé des mises en garde au gouvernement letton, sommant Riga de ne pas accueillir l'argent russe fuyant Chypre. Les deux places présentent en effet des similarités, dont la taille surdimensionnée de leur secteur bancaire au regard de leur population et le faible taux d'imposition de leurs sociétés (15 % en Lettonie). Les autorités lettones ont eu beau arguer de l'absence de mouvements de transfert observés en 2013 en provenance de Chypre et assurer que Riga n'était pas en train de devenir le nouveau havre du blanchiment de l'argent sale russe, personne ne doute que la plupart de ces transferts ont vraisemblablement été réalisés antérieurement par des acteurs bien au fait des évolutions à venir. Si le président français, lorsqu'il a reçu en avril 2013 son homologue letton, a assuré qu'à son sens le secteur bancaire letton ne représentait que peu de risques, la Commission européenne a toutefois demandé aux autorités politiques lettones d'être vigilantes et d'assurer une surveillance étroite de tout risque pour la stabilité financière, et la mise en œuvre absolue des règles antiblanchiment.

Ce passage à l'euro n'enthousiasme pas la population lettone : elle redoute évidemment les risques inflationnistes induits par le changement de monnaie en janvier, à un moment qu'elle juge particulièrement malvenu. Mais l'idée de renoncer à la monnaie nationale, le lats, la chagrine aussi comme un renoncement à une part de son identité. Nombreux sont ceux qui estiment que ce choix est celui du Premier ministre et qu'il est fait pour de mauvaises raisons : Valdis Dombrovskis est souvent jugé comme étant sous la coupe de la finance internationale. En septembre 2013, un sondage réalisé par l'institut letton SKDS montrait que 24 % des personnes interrogées se prononçaient pour le passage à l'euro, et 52 % contre (certains jugeant cette adhésion prématurée, d'autres non désirable par principe).

La Lituanie, moins avancée sur ce chemin, poursuit le même but. Peu après son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement de centre gauche a annoncé, à la fin de 2012, son intention d'accélérer le processus et de rejoindre la zone euro en janvier 2015. Le gouverneur de la Banque centrale de Lituanie a précisé, à l'automne 2013, que le ralentissement de l'inflation et la réduction du déficit budgétaire devraient permettre d'atteindre cet objectif. Prenant le risque de décevoir les électeurs, le Premier ministre Algirdas Butkevicius a vanté à maintes reprises les avantages de l'euro et avancé qu'il valait la peine de renoncer à un peu de croissance économique et mettre en balance la politique sociale annoncée.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Estonie

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 (p) |
|---|-------|-------|------|------|----------|
| PIB | -14,1 | 3,3 | 8,3 | 3,2 | 1,5* |
| PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA) | 63 | 64 | 70 | 73 | 75 |
| Consommation des ménages | -15,2 | -2,4 | 3,6 | 4,4 | 4* |
| Formation brute de capital fixe | -38,3 | -7,4 | 25,7 | 20,9 | -1* |
| Prix à la consommation | 0,2 | 2,7 | 5,1 | 4,2 | 3,4* |
| Solde des administrations publiques (% du PIB) | -2 | 0,2 | 1,2 | -0,3 | -0,5* |
| Dette publique (% du PIB) | 7,2 | 6,7 | 6,2 | 10,1 | 11** |
| Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi) | 13,8 | 16,9 | 12,5 | 10,2 | 9* |
| Exportations de marchandises | -23,9 | 35,8 | 37,5 | 4,2 | 2** |
| Importations de marchandises | -33 | 28,1 | 35,9 | 8,3 | 1** |
| Balance commerciale (millions d'euros) | -591 | -265 | -221 | -736 | -700** |
| Balance courante (% du PIB) | 3,4 | 2,9 | 2,1 | -1,2 | -2,5* |
| Dette extérieure brute (% du PIB) | 125 | 114,6 | 95,6 | 97,8 | - |

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Lettonie

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 (p) |
|---|-------|-------|-------|-------|----------|
| PIB | -17,7 | -0,9 | 5,5 | 5,6 | 3,8* |
| PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA) | 51 | 51 | 59 | 63 | 65 |
| Consommation des ménages | -22,8 | 2,5 | 4,7 | 5,5 | 6* |
| Formation brute de capital fixe | -37,4 | -18,1 | 27,9 | 12,3 | 2* |
| Prix à la consommation | 3,3 | -1,2 | 4,2 | 2,3 | 0,4* |
| Solde des administrations publiques (% du PIB) | -9,7 | -8,1 | -3,6 | -1,2 | -0,5* |
| Dette publique (% du PIB) | 36,9 | 44,4 | 41,9 | 40,7 | 43** |
| Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi) | 17,1 | 18,7 | 15,4 | 14,9 | 12* |
| Exportations de marchandises | -19,6 | 29,7 | 25,9 | 15,7 | 8,9** |
| Importations de marchandises | -38 | 23 | 33,2 | 12,5 | 10,7** |
| Balance commerciale (millions d'euros) | -1322 | -1271 | -2187 | -2186 | -2600** |
| Balance courante (% du PIB) | 8,6 | 2,9 | -2,1 | -1,7 | -1,7* |
| Dette extérieure brute (% du PIB) | 157,1 | 166,2 | 145,8 | 135,1 | - |

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Lituanie

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 (p) |
|---|-------|-------|-------|-------|----------|
| PIB | -14,8 | 1,5 | 5,9 | 3,7 | 3,6* |
| PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA) | 55 | 58 | 66 | 70 | 73 |
| Consommation des ménages | -17,8 | -4,8 | 6,8 | 4,3 | 4* |
| Formation brute de capital fixe | -39,5 | 1,9 | 18,4 | -2,4 | 7* |
| Prix à la consommation | 4,2 | 1,2 | 4,1 | 3,2 | 1,5* |
| Solde des administrations publiques (% du PIB) | -9,4 | -7,2 | -5,5 | -3,3 | -2,3* |
| Dette publique (% du PIB) | 29,3 | 37,9 | 38,5 | 40,7 | 40,2** |
| Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi) | 13,7 | 17,8 | 15,4 | 13,3 | 12* |
| Exportations de marchandises | -26,6 | 32,7 | 28,8 | 14,5 | 12,7** |
| Importations de marchandises | -37,4 | 33,9 | 29,2 | 9,9 | 8,2** |
| Balance commerciale (millions d'euros) | -891 | -1339 | -1807 | -1060 | -100** |
| Balance courante (% du PIB) | 3,7 | 0,1 | -3,7 | -0,5 | -0,3* |
| Dette extérieure brute (% du PIB) | 83,9 | 83,2 | 77,8 | 75,4 | - |

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision